

Consultation publique du 26/11 au 14/01/2011 : trente propositions afin d'améliorer les offres faites aux consommateurs de services de communications électroniques et postale

Un opérateur.

P. 126 : V. Le principe d'égale valeur du recommandé de tous les opérateurs postaux :

Il est particulièrement étonnant qu'il ne soit nullement fait mention du recommandé électronique dans ce paragraphe.

Et ce alors que le Code Civil (depuis la loi n°2000-230) garantit à l'écrit sous forme électronique la même valeur probante que l'écrit sur support papier. Et que l'envoi d'un recommandé par la voie électronique a été réglementé par l'ordonnance n° 2005-674 codifiée aux articles 1369-7 et suivants du Code civil. Seuls manquent les décrets nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions (et garantissant notamment la fiabilité du dispositif électronique d'apposition de la date d'expédition).

Or, cette question apparaît d'autant plus d'actualité que par un arrêt rendu le 22 octobre 2010, le Conseil d'Etat a enjoint au Premier ministre de prendre, dans un délai de six mois à compter de la notification de sa décision, le décret en Conseil d'Etat nécessaire à l'application de l'article 1369-8 du code civil.

Ce procédé d'envoi de courrier recommandé par la voie électronique sera donc pleinement effectif avant le 22 avril et tendra à se développer pour venir concurrencer le recommandé sur support papier.

Il est donc particulièrement étonnant que l'ARCEP aborde cette question de la valeur probante du recommandé en omettant de parler du recommandé électronique.

Il est donc demandé à l'ARCEP de bien vouloir aborder § V la question du recommandé électronique et de sa valeur probante. Il serait, à ce titre, également intéressant que l'ARCEP indique dans quelles conditions l'envoi de recommandé par la voie électronique deviendra effectif (opérateurs autorisés à effectuer ce genre d'envoi – opérateurs postaux uniquement ou opérateurs de télécommunications également - ...).